AFP PHOTO / JEFF PACHOUD

POURQUOI ILS VEULENT LA PEAU DE LA CGT

La grève à la SNCF a donné lieu à un déchaînement de propagande contre la CGT, mené par le gouvernement, la droite, le patronat, et relayé par la presse. Pour les partisans des politiques d'austérité, qui craignent un mouvement social d'ampleur, la centrale de Montreuil, qui refuse de se soumettre, reste l'ennemie à abattre. Pas gagné, d'autant que l'unité syndicale justifie toujours davantage la stratégie du premier syndicat hexagonal.

Les attaques tous azimuts

Presse de droite, patrons et « commentateurs » ultralibéraux rivalisent de mauvaise fois pour disqualifier la CGT. Le message seriné est toujours le même : le syndicat serait un ramassis de jusqu'au-boutistes défendant des « privilèges » d'un autre âge. « Le fléau qui mine la vie de millions de Français pour leur imposer un immobilisme complet porte un nom : la CGT », ose « le Figaro ».

À chaque fois, patrons et journalistes tentent de démontrer son prétendu isolement, quitte à donner dans le mensonge. Tout au long de la grève des cheminots, la SNCF a communiqué des chiffres de mobilisation étonnamment peu élevés. Difficile de croire que seulement 10 % de grévistes puissent « paralyser » la France entière ! Les journalistes oublient soigneusement de rappeler que le mouvement des cheminots est soutenu par deux syndicats, CGT et SUD, représentant à eux seuls plus de 52 % des salariés de l'entreprise.

Conclusion logique de ce festival d'intox, un sondage paru dans « le Parisien » du 22 juin. 75 % des Français ont une mauvaise image de Thierry Lepaon, explique le quotidien, tandis que la CGT est jugée « trop systématiquement opposée aux réformes » et éloignée des « réalités économiques ». Rien d'étonnant quand on sait que la presse a passé une semaine à tirer à boulets rouges sur un syndicat « à contre-courant » du progrès… Elle récolte logiquement les fruits de ce qu'elle a semé. Plus grave, les outrances ne sont pas simplement le fait de la presse. Le gouvernement a tenté, à plusieurs reprises, de délégitimer la grève à la SNCF. Visiblement, les éléments de langage ont été bien appris : l'objectif est, à chaque fois, de souligner le caractère supposé irrationnel du combat syndical. « Ce mouvement n'a pas de sens », affirme Michel Sapin sur Europe 1 le 15 juin. « Cette grève, personne n'en comprend le sens, renchérit Manuel Valls le lendemain. Les usagers, les jeunes (…), l'opinion, les Français. » Conclusion logique : « Il faut arrêter cette grève ! »

Au-delà des attaques contre la seule CGT, le but est bien de briser un certain type de syndicalisme, qui refuse de passer des compromis avec le marché. Les derniers résultats de la représentativité syndicale, publiés en 2013, sont d'ailleurs taillés sur mesure pour conforter la domination du camp « réformiste » : CGT et FO n'obtiennent que 48,85 %, contre 51,15 % pour CFDT, CFE-CGC et CFTC. FO a attaqué ces résultats devant la cour d'appel administrative de Paris : « 900 procès-verbaux d'élections qui n'ont pas été pris en compte dans les calculs », dénonce le syndicat.

LA POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT A RENCONTRÉ UNE FAIBLE RÉSISTANCE. LE CLIMAT SOCIAL EST PEUT-ÊTRE EN TRAIN DE CHANGER.

LES DÉLIRES ANTI-CGT

« La maison CGT n'est pas tenue, les barons locaux s'agitent, s'arc-boutent sur leurs privilèges jusqu'à bloquer le pays. »
(« LE POINT », 19 JUIN)

LES DÉLIRES ANTI-CGT

« La CGT cheminots a aujourd'hui un problème d'identité. »
(FRÉDÉRIC CUVILLIER, MINISTRE DES TRANSPORTS, 17 JUIN)

Et si jamais, par malheur, des syndicats « contestataires » parviennent à faire alliance, il faut enfoncer un coin dans ce nouveau front ! Durant la grève des cheminots, de nombreux articles ont évoqué une concurrence électoraliste entre CGT et SUD rail : en clair, la CGT cheminots se serait lancée dans la surenchère pour contrer l'influence grandissante de SUD rail à la SNCF. « Désormais, la CGT cheminots se radicalise en tentant de coller à SUD rail, qui la déborde par la gauche », lance avec gourmandise « le Monde » (16 juin).

La CGT, trouble-fête du libéralisme

Au plus bas dans les sondages, sévèrement sanctionné à deux reprises dans les urnes, le gouvernement a décidé de maintenir le cap. Pourquoi changer, puisqu'« il n'y a pas d'alternative », a constaté Manuel Valls. À gauche, aucune force n'est pour l'instant en mesure de damer le pion au Parti socialiste et le report des prochaines élections régionales et départementales à décembre 2015 lui laisse le champ libre sur le plan institutionnel. Seule l'irruption des salariés sur le devant de la scène peut contrarier ce scénario.

Jusqu'à présent, la politique sociale du gouvernement a rencontré une faible résistance. En 2013, il est parvenu à libéraliser le marché du travail en transposant l'ANI et à porter à 43 ans la durée de cotisation des retraites sans que la CGT, FO, SUD et la FSU ne réussissent à mobiliser massivement les salariés pour s'y opposer. Mais le climat social est peut-être en train de changer. Pour la première fois depuis l'élection de François Hollande, la politique du gouvernement se trouve fortement contestée. La décision d'homologuer l'accord UNEDIC qui met à mal la solidarité interprofessionnelle suscite l'opposition des salariés de l'intérim et surtout des intermittents, qui menacent le gouvernement d'un conflit aussi important que celui de 2003, quand la quasi-totalité des festivals de l'été, dont celui Avignon, avaient été annulés. À la SNCF, la grève contre la réforme ferroviaire a été fortement suivie. Très implantée dans les métiers du spectacle et de la culture, première organisation syndicale à la SNCF, la CGT joue un rôle moteur dans les deux conflits sociaux.

Les attaques contre la CGT sont d'autant plus virulentes que le gouvernement joue gros. Si le rapport de forces devait le contraindre à céder, il prendrait alors le risque de susciter d'autres mobilisations. Car ces deux conflits témoignent aussi de l'exaspération qui gagne petit à petit les salariés. Conséquences de la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail, la colère et la révolte gagnent du terrain. Le risque d'un »»

LES DÉLIRES ANTI-CGT

« La CGT cheminots et SUD rail ont pris une terrible responsabilité en ouvrant un conflit dont des centaines de milliers de Français sont victimes. »
(LAURENT BIGORGNE, DIRECTEUR DE L'INSTITUT MONTAIGNE, « LE FIGARO », 17 JUIN)

LES DÉLIRES ANTI-CGT

« Lepaon incapable d'imposer son point de vue à ses troupes, c'est révélateur du fait qu'il n'ait pas réussi à se forger une légitimité en interne. » (« Libération », 20 juin)

» mouvement social d'ampleur ne peut plus être désormais écarté. Et cette menace tombe au plus mal pour le gouvernement. Le 7 et le 8 juillet prochain, se tiendra la 3e conférence sociale. Or, celle-ci ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Tandis que le MEDEF fait dans la surenchère, le « pôle réformiste » sur lequel le gouvernement s'est appuyé jusqu'à présent est mal en point. En retirant sa signature du pacte de responsabilité et en rejetant l'accord UNEDIC, la CFE-CGC y a porté un coup sévère. Désormais isolée et craignant que l'impopularité du gouvernement rejaillisse sur elle, la CFDT a pris ses distances. Si le gouvernement veut poursuivre sa politique, il doit empêcher la stratégie avec laquelle il a imposé ses réformes de s'écrouler. « Il nous faut tenir, y compris face à la radicalité de certains mouvements sociaux. La radicalité en interne ou dans la société mène à une impasse. C'est le réformisme qui est en jeu », avouait ainsi Manuel Valls, le 14 juin dernier, devant le conseil national du PS.

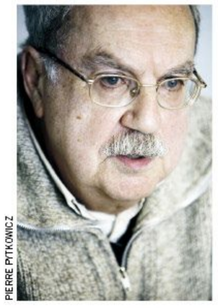
Le syndicat le mieux enraciné

Quoi qu'il advienne dans les conflits en cours, patronat et gouvernement n'en ont pas fini avec la CGT. Sa capacité de mobilisation est sans commune mesure avec celles des tenants du pôle réformiste. Ainsi, à la SNCF, la CFDT et l'UNSA, qui s'est finalement ralliée à la réforme ferroviaire, ne parviennent pas à mobiliser les cheminots pour la soutenir. Et contrairement à ce qu'affirment ses détracteurs, la CGT est loin d'être isolée. L'intense propagande médiatique n'a pas réussi à dresser les usagers contre les cheminots. Au niveau national et interprofessionnel, l'unité syndicale qu'elle a constituée avec la FSU et Solidaires est pérenne. En témoigne, entre autres, la campagne « Tous unis contre l'extrême droite » lancée en janvier 2013 et à laquelle se sont ralliés depuis syndicats étudiants et lycéens, associations antiracistes et de défense des droits de l'homme. Et malgré la signature apposée par FO à l'accord UNEDIC, le rapprochement avec cette dernière a franchi un nouveau cap à l'occasion du 1er Mai avec l'appel commun à manifester, notamment à Paris, et le soutien apporté par Jean-Claude Mailly à la grève des cheminots. Autre signe de l'importance de la place qu'occupe la CGT dans le paysage syndical : la reconnaissance que lui ont apportée la CES et, plus récemment, l'Organisation internationale du travail en accueillant dans son conseil d'administration son ancien secrétaire général, Bernard Thibault. ★

CYPRIEN BOGANDA ET PIERRE-HENRI LAB
cboganda@humadimanche.fr
phlab@humadimanche.fr

LES DÉLIRES ANTI-CGT

« L'idéologie lepéno-cégétiste » (« Le Point », 19 juin). Ou comment faire un amalgame aussi douteux que nauséabond : ce n'est pas parce que le Front national tente de capter le vote ouvrier en adoptant un discours antilibéral qu'il épouse pour autant les thèses cégétistes…



PIERRE PYTKOWICZ

RÉNÉ MOURIAUX, HISTORIEN SPÉCIALISTE DES SYNDICATS

« C'est classique : la CGT est accusée de retomber dans "les vieilles ornières" du marxisme »

Réné Mouriaux décrypte l'actuelle propagande anti-CGT, notamment à la lumière de la grève des cheminots. Derrière les critiques répétées en boucle par les libéraux, se joue une véritable bataille idéologique.

On a assisté, tout au long de la grève des cheminots, à une lutte idéologique intense. Dans cette tentative de manipulation de l'opinion publique, la grève a été critiquée sous au moins cinq angles. Première critique : c'est une grève minoritaire. L'argument est stupide, vu que ce mouvement est organisé par deux syndicats (CGT et SUD) disposant de la majorité lors des élections professionnelles. Deuxième critique : c'est une grève injustifiée, illisible. Il est vrai que les revendications des cheminots peuvent paraître complexes, mais les médias n'ont rien fait pour permettre d'y voir clair. Troisième critique : la grève est injuste. Ceux qui « trinquent » sont donc ceux qui prennent le train, comme l'ont martelé les médias. Quatrième critique : la grève est coûteuse. « La SNCF est en déficit, reproche-t-on aux grévistes, et vous ajoutez encore à ce déficit ! » Dernier argument, la grève est « politique ». La CGT serait débordée par sa base, écartelée entre des tendances réformistes et conservatrices. Ce dernier argument est étonnant. Autrefois, quand la CGT décrétait un mot d'ordre, on l'accusait de stalinisme ; aujourd'hui, alors qu'elle consulte ses militants avant une grève, on l'accuse d'être débordée par sa base !

En dehors de ce dernier point, toute cette panoplie de critiques est classique. En 1995, lors du grand mouvement des cheminots, les attaques étaient de la même teneur, même si elles étaient modulées de façon différente. La CGT était accusée, là encore, de s'opposer à la modernisation du pays et de retomber dans les « vieilles ornières » du marxisme. Même chose en 1982, au moment du tournant de la rigueur. Lorsque le programme commun du gouvernement est abandonné en raison de la crise de la balance des paiements et de la fuite des capitaux, les socialistes au pouvoir engagent le premier plan d'austérité. La CGT va s'y opposer. Pour tenter de la décrédibiliser, on l'accuse alors d'être soumise au Parti communiste.

« LA CGT SERAIT DÉBORDÉE PAR SA BASE, ÉCARTELÉE ENTRE RÉFORMISTES ET CONSERVATEURS. »

En réalité, il y a un point commun à toutes ces attaques. À chaque fois, la CGT est sommée de choisir son camp : ou bien elle accepte de se rallier au marché ou bien elle résiste, au risque de nager « à contre-courant » de l'histoire, comme le disent les libéraux. Ces derniers invoquent systématiquement le pragmatisme pour valider leurs choix. Être pragmatique, dans leur bouche, cela veut dire abandonner ses idées pour se rallier à l'existant. Dans cette logique, il n'y a plus de lutte qui tienne, puisque la seule voie possible est de rejoindre l'ordre « naturel » des choses tel qu'il est imposé par le marché. ★

MARIE-LAURENCE BERTRAND, SECRÉTAIRE CONFÉDÉRALE DE LA CGT

« Nous revendiquons de construire le monde dans lequel nous voulons vivre et travailler »

Contrer l'austérité, prouver qu'une autre société, qui mette le travail au cœur de l'organisation économique et sociale, est possible : pour la CGT, ces ambitions permettraient de freiner les idées d'extrême droite, favorisées par la désespérance.

Dans chaque profession, sur chaque territoire, sur chaque lieu de travail, la CGT n'a qu'une volonté : être utile, accessible, solidaire. Avec détermination et conviction, nous travaillons au rassemblement, à l'organisation, et à l'intervention du monde du travail sur ses revendications.

Ce dont nous souffrons toutes et tous, travailleur-euse, citoyen-ne, militant-e, c'est de cette parole confisquée et même réprimée, de ce manque de débats, de cette démocratie étriquée.

De quoi a-t-on peur ? Exercer la démocratie, c'est cultiver l'échange, la confrontation, la « dispute » ; il y a tout à perdre à considérer le ou la salarié-e comme un appendice de son outil de travail et tout à gagner à reconnaître les potentialités et capacités humaines, c'est-à-dire la place et le rôle de chaque salarié, sa capacité à ouvrir de nouvelles perspectives !

En ces temps troublés, voilà la tâche que nous nous sommes fixée. Elle est difficile, ambitieuse, exigeante. Elle est surtout déterminante pour transformer la vie au et hors travail et gagner le progrès social permanent.

Ainsi la responsabilité de la CGT est de convaincre et démontrer que face à un (des) pouvoir(s) enfermé(s) dans le dogme de l'austérité, il y a la place pour un « autrement ».

Notre responsabilité, c'est d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'accompagner les évolutions soi-disant inéluctables du capitalisme et leurs cortèges de « chômage de masse », hausse de la pauvreté, précarisation du salariat, baisse des garanties sociales, qui font progresser l'injustice sociale… mais au contraire d'imposer d'autres règles, d'autres droits.

La crise économique, sociale, financière, environnementale, que nous subissons depuis tant d'années, se double maintenant d'une crise de la démocratie, une crise morale… une crise des valeurs. Car il s'agit bien de valeurs. Le désespoir, la régression sociale ont de tout temps constitué un terreau particulièrement fertile pour les partis et les forces prônant le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le repli identitaire. La montée de l'extrême droite, l'imprégnation de ses idées dans la société, et les succès électoraux qui en découlent sont la conséquence directe des choix économiques effectués par les gouvernements successifs, à l'instar des autres pays européens.

Ces choix, nous les condamnons et les combattons ; pas au nom d'une opposition systématique, comme certains tentent de le faire croire, mais parce que nous sommes convaincus qu'ils font courir un danger très grave à notre démocratie.

À l'inverse, la CGT considère que la création de richesse doit servir au progrès de l'humanité… et qu'il y a urgence ! La voie existe pour un développement humain durable facteur de progrès social. Cela passe par des politiques industrielles ambitieuses et respectueuses de l'environnement, des services publics présents sur tout le territoire, l'accès à un emploi de qualité, à une protection sociale, et de nouveaux droits sociaux.

La CGT porte profondément l'objectif de transformation sociale : il s'agit de construire un mode d'organisation sociale visant l'émancipation de toutes et tous, par et dans le contenu du travail ; il s'agit de faire reconnaître la place de chaque travailleur et travailleuse ; il s'agit de remettre le travail au cœur de l'organisation économique et sociale ; il s'agit de respecter chacun et chacune, quels que soient son origine ou son sexe ; il s'agit de gagner des avancées sociales concrètes qui répondent aux aspirations des salariés de voir leur travail reconnu, mieux vivre à l'entreprise et dans la cité.

« CE DONT NOUS SOUFFRONS, C'EST DE LA PAROLE CONFISQUÉE, RÉPRIMÉE, DE CETTE DÉMOCRATIE ÉTRIQUÉE. »

La CGT, aux côtés des salariés, veut bousculer la donne. Il est temps d'entendre la voix du monde du travail ! Oui, nous revendiquons de pouvoir dire ce qu'il faut produire, pourquoi et comment ! Oui, nous revendiquons de nouveaux droits d'expression et d'intervention des salariés dans l'entreprise et les territoires ! Oui, nous revendiquons de construire le monde dans lequel nous voulons vivre et travailler, pour aujourd'hui, comme pour demain !

Cette ambition, nous ne la concevons et ne la porterons pas seuls. Par essence, elle fait le choix du collectif, vise le rassemblement, celui des salariés, mais aussi celui du syndicalisme. Notre analyse, notre orientation, nos repères revendicatifs, nous les confrontons chaque jour avec les salariés, pour qu'ils et elles élaborent eux-mêmes leurs revendications, débattent entre eux et avec nous de leur vie au et hors du travail.

Transformation du travail, émancipation, pour et par les femmes et les hommes, égalité des droits de tous pour tous. La voici, notre conception du progrès social ! ★